

Feuille de route mora

Tribune – Edito – Ndimby A. – 22/09/11

Je me demande vraiment pourquoi tant de monde s'extasie à chanter hosanna pour la signature d'une Feuille de route qui ne change absolument rien à la situation. Feuille de route, feuille de doute, feuille de déroute... Il y a autant d'appellations possibles qu'il y a eu de versions du document, à cause des simagrées de Simão envers le pouvoir hâtif, suivies par les salamalecs de Salomão, qui d'ailleurs tiennent plus d'âneries que de salamalecs. Une fois encore, une fois de plus, la diplomatie africaine (ou plutôt la diplomatie à l'africaine) ne sort pas grandie de la façon dont elle a tenté de gérer la présente crise malgache. Il faudra qu'un jour la lumière se fasse sur les raisons du retournement de veste soudain de certains médiateurs de la SADC, devenus tout à coup les griots du régime hâtif, qu'ils vouaient pourtant aux gémonies il n'y a pas si longtemps. On ne peut que rester pantois devant un tel niveau de versatilité et d'amateurisme diplomatique [1]. Dans le contexte d'enjeux aussi importants, les « erreurs » de Salomão ne sont pas pardonnables, et dans d'autres civilisations, ce type aurait dû se faire hara-kiri pour garder le peu qui lui restait d'honneur.

Au risque donc de jouer le rabat-joie pour ceux qui en auraient encore, je serai tenté de penser que la Feuille de route ne va pas changer grand-chose à la crise et à la vie politique du pays. Tout d'abord, on se souviendra opportunément que depuis le coup d'État de mars 2009, la Feuille de route n'est pas le premier texte signé par les protagonistes. Nous rappellerons la signature des Accords de Maputo en août 2009 (relire éventuellement l'édito les ambiguïtés de Maputo qui auguraient déjà de l'échec de ces Accords, 2 jours après leur signature). On pourra également relire avantageusement les paroles du sage Patrick A. dans son éditorial de mardi pour expliquer l'échec des Accords de Maputo et de l'acte additionnel d'Addis-Abeba : « Il n'y a certes pas que le manque de suivi de la SADC, de l'Union Africaine, de l'OIF et des Nations Unies qui est à mettre en cause : les petites provocations et les gros dérapages autour de la question des sièges consensuels qui aboutirent à une rupture des accords furent l'œuvre exclusive des acteurs malgaches. Il n'empêche qu'une part significative de responsabilité repose sur une médiation qui avait cru pouvoir se contenter de travailler en pointillés ».

En résumé, l'échec des Accords de Maputo pouvait s'expliquer par un certain nombre de raisons. Primo, l'absence totale de bonne foi de la part du pouvoir hâtif, qui s'est empressé de renier sa signature, malgré le fait d'avoir revendiqué la paternité de la Charte des valeurs. Mais celle-ci, au même titre que la Place de la démocratie, n'a été qu'un attrape-nigaud créé par la secte des cervelles mora. Secundo, le manque de constance des dirigeants de la transition qui ont souvent changé d'avis sous la pression des différents groupes qui hantent les couloirs du pouvoir, comme une girouette au gré du vent. Tertio, un manque de tact de certains leaders des trois mouvances qui ont montré un comportement perçu comme provocant dès les jours qui ont suivi les signatures des précédents Accords. Quatro, les incohérences diplomatiques de la communauté internationale.

Alors, d'août 2009 (signature des Accords de Maputo) à septembre 2011 (signature de la feuille de route), rien n'a fondamentalement changé dans la configuration politique, qui puisse laisser penser que la mise en œuvre de ce texte sera favorisée. Contrairement à ce que certains croient et espèrent, elle est loin de garantir un retour de Marc Ravalomanana avant les élections. Le fameux article 20 qui parle de « retour sans conditions » est assorti d'une note explicative qui, en fait, liste un ensemble de contraintes rendant de facto ce retour quasi-impossible. D'ailleurs, la sortie d'un nouveau NOTAM, les menaces d'arrestations, la publication d'un mandat d'arrêt quelques heures après la signature de la feuille de route, et le projet de demande d'extradition, montrent l'étendue de la sincérité et de la volonté de réconciliation de la part de ceux qui ont considéré les élections comme superflues pour arriver au pouvoir. Autant d'abus, malheureusement autorisés par l'apathie des uns, la lâcheté des autres, la prudence de beaucoup et les kalachnikovs de certains.

L'armée, surnommée à tort « la Grande muette », n'arrête pas d'ouvrir son clapet pour exprimer des opinions politiques et s'opposer au retour de Ravalomanana. Les gesticulations folkloriques vont même crescendo avec l'annonce d'un commando chargé d'aller arrêter l'ancien Président en terre sud-africaine. Bien entendu, c'est une fanfaronnade, car je doute fort que la République sud-africaine autorise des bidasses d'un pays étranger à aller se livrer à des pitreries sur son sol. Les forces de l'ordre (ou du désordre, en fonction du point de vue) se caractérisent donc une fois encore par beaucoup d'enthousiasme dans la chasse aux opposants, faute de pouvoir être efficaces dans leur vrai métier : la chasse aux bandits

et aux délinquants. Après les pseudo-bombes, les pseudo-attentats, les pseudo-sabotages d'avion, voilà donc le nouveau scénario hâtif : la pseudo opération commando « mba mamono lolo fa eh eh eh ». Dieu merci, le ridicule ne tue pas et ne rend même pas malade, vu la bonne santé physique de certains. Sur le plan mental, nous ne nous permettrons pas de porter un jugement sur qui que ce soit, n'ayant aucune formation en neurologie, et encore moins en psychiatrie.

En outre, les intérêts politiques et économiques qui phagocytent le pouvoir de transition souhaitent maintenir le plus longtemps possible un statu quo juteux. Les dirigeants hâtifs, déjà arrogants par nature et par vocation, se sentent enhardis dans leur unilatéralisme par les hémorragies de retournement de veste chez les leaders de seconde zone au sein des trois mouvances, appâtés par l'odeur de l'intérêt supérieur de la ration, mais pieusement maquillée sous le prétexte de vouloir mettre fin à une crise qui a trop duré. Ces défections hypocrites et intéressées rendent les blocs politiques instables, et floue la lecture des rapports de force.

Enfin, sur l'envie, la volonté et la capacité à s'accrocher à Mahazoarivo, il n'y a pas trop de différences entre Monja Roindefo et Camille Vital. Ce serait une grossière erreur de penser que la requête d'interprétation envoyée il y a quelques jours par le Général Camille Vital auprès de la Haute cour constitutionnelle (HCC) en vue de connaître ses pouvoirs sur l'armée et la police soit une requête anodine. L'homme se positionne pour que l'on compte avec lui au moment des négociations pour le partage des chaises, et rappelle à tous en général, et à Rajoelina en particulier, que Camille demeure un point vital dans le processus.

L'argument hypocrite du refus d'impunité.

Certains arguent que les procès de Marc Ravalomanana et la persécution judiciaire dont il fait l'objet se font au nom du refus de l'impunité pour ceux qui ont enfreint la loi. Soit. Mais dans ce cas, qu'en est-il des auteurs de coup d'État ou de mutinerie en 2009 ; des enrichissements sans cause depuis 2009 ; ou encore de ce Ministre limogé du Gouvernement hâtif, mais sans qu'aucune poursuite ne soit engagée pour ce qu'il avait fait ? Rappelons que la condamnation de Marc Ravalomanana s'est faite au cours d'un procès qui ne respectait aucun des principes d'équité ou de sérénité de la justice, et surtout, il a été fait devant une juridiction qui n'a aucune autorité à juger les actes d'un Chef d'État en exercice au moment des faits.

Le procès n'a procédé à aucune citation des responsables ayant amené la foule sur les lieux ; à aucune enquête sur les informations quant à l'existence de gens armés dans la foule. Il n'y a eu aucune présomption quant à la crédibilité des meneurs devenus par la suite chefs de file de l'AV7, dont certains ont été emprisonnés pour détention illégale d'armes, avant de ressortir comme par enchantement. Il n'y a eu aucune question sur les parrains derrière ce genre d'individus. Et donc, un procès à sens unique et à visée d'élimination politique.

Autoriser Marc Ravalomanana à revenir signifierait permettre à l'opposition d'obtenir force et vigueur, et d'acquérir un leadership naturel que n'ont jamais su prendre ceux qui étaient restés au pays. Cela risque effectivement de provoquer des démonstrations de force en faveur du Président déchu, ce qui décrédibiliserait le régime hâtif qui aime à faire croire qu'il a le soutien de tout le peuple. Et vu le comportement des sbires de la transition, il est évident qu'il y a un potentiel d'affrontement entre les partisans des différents groupes, ou avec la garde prétorienne du régime. Car le retour de Ravalomanana serait perçu comme un danger par plusieurs personnes, qui auraient des intérêts obtenus pendant la Transition à défendre, ou des comptes à rendre.

En outre, autoriser Marc Ravalomanana à se présenter aux élections, signifie pour le régime hâtif le risque de se voir démontrer par les urnes le contraire de ce qu'il prétend depuis un an. Dans des conditions réelles d'équité et de transparence, Marc Ravalomanana reste un adversaire dangereux à cause de ses réseaux, de ses fidèles, mais aussi de tous ceux de cette majorité silencieuse, pour qui un bulletin dans l'urne équivaldrait au coup de pied dans le derrière qu'ils ne peuvent (ou n'osent) donner à qui de droit. Au nom de quoi le pouvoir de transition se permet-il donc de refuser à ces citoyens le droit de s'exprimer ?

Rappelons que la mise à l'écart de Marc Ravalomanana faisait partie de la stratégie initiale des initiateurs du coup d'État. J'invite tous ceux qui s'intéressent à la crise 2009 à Madagascar à visionner attentivement le documentaire « Chronologie d'une prise de pouvoir » (France 24). Dans une réunion fort intéressante qui se déroule pendant la première quinzaine du mois de mars 2009, on voit un des « cerveaux » de la révolution orange (si cerveau il y a) donner des conseils sur la manipulation à faire au niveau de l'opinion publique : « Nous devons faire une accusation (...) pour empêcher la participation de celui dont on ne veut pas. Par exemple Ravalomanana criminel... Ravalomanana traître ... » [2].

Le prix de la photo ?

Les facteurs qui avaient fait de Maputo un échec sont donc quasiment les mêmes qui feront faire pshiit (ou prrrout) à cette Feuille de route. Ce n'est finalement que l'ouverture du bal des hypocrites.

Se prévalant d'un tel document qui cautionne son mode de gestion et ses résultats pourtant forts discutables, le pouvoir hâtif va maintenant considérer la reconnaissance internationale comme un dû. Peu importe si sur le terrain, la signature de ce document ne se traduit par aucune évolution en matière de démocratie ou de bonne gouvernance, malgré les promesses mépris bobards de la Place du 13 mai. Depuis la St-Barthelemy politique du 17 mars 2009 dans les locaux de l'Église catholique à Antanimena, sous le regard bienveillant et le sourire niais de Monseigneur Omar, rien ne semble pouvoir s'opposer aux manœuvres hâtives pour imposer leur pratique unilatérale.

On attend également que les soutiens hâtifs au sein de la communauté internationale se précipitent pour appeler ceux qui sont encore réticents à ouvrir les robinets, sans tenir compte des fractures sur le terrain. Et je pense que les représentants de l'opposition qui ont signé la feuille de route se sont fait arnaquer, pour rester poli et éviter d'utiliser des termes de proctologie. Quand la France « salue le courage politique et le sens des responsabilités [de] la HAT », ou que José Eduardo dos Santos, actuel président de la SADC félicite « le président de la Haute autorité de Madagascar, Andry Rajoelina, sur son engagement personnel et les concessions qui ont abouti à la signature d'un accord de paix », je me pose des questions sur la clairvoyance de la communauté internationale. À moins que ce ne soit la nouvelle saison de vidéo gag.

Certes, il faut reconnaître que cette signature est une avancée, aussi mince soit-elle. Mais nous laisserons le soin de s'y accrocher aux optimistes indémodables, dont nous ne sommes pas, ou à ceux que l'espoir fait vivre. Les deux principaux facteurs de blocage vers une véritable sortie de crise sont le retour de Marc Ravalomanana et la nomination d'un vrai Premier ministre de consensus. Et dans le contexte, cela relève du vœu pieu. On va très rapidement assister à des comptes d'apothicaires et des conversations de marchands de tapis pour grappiller un poste par ci, un avantage par là, comme après la signature de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Les négociations deviennent donc un jeu à somme nulle, dans lequel la moindre avancée d'un côté est ressentie comme une perte inacceptable de l'autre, ce qui empêche toute configuration win-win. La Feuille de route ne résout donc rien, parce que le véritable problème réside dans la tête des gens au pouvoir.

En fait, je reste convaincu que la seule raison pour laquelle Andry Rajoelina a cherché à précipiter la signature de cette Feuille de route, c'est parce qu'il voulait à tout prix être présent à l'Assemblée générale des Nations unies à New-York afin d'effacer le souvenir calamiteux d'il y a deux ans, pouvoir enfin se faire appeler Monsieur le Président par les vazaha, et être pris en photo « pour la postérité » à la tribune de l'ONU. Si une Feuille de route bidon et sans capacité à résoudre la crise est le prix de cette photo, je trouve que c'est cher payé, eu égard aux conséquences politiques à court et moyen terme. Car cette Feuille de route n'est qu'un accord a minima, qui essaie de concilier des concepts inconciliables : pardon et réconciliation d'une part, nécessité pour les auteurs du coup d'État de s'accrocher à leur unilatéralisme pour le justifier, d'autre part. Or les amateurs de fables savent depuis longtemps qu'on ne peut pas espérer grand-chose du mariage de la carpe et du lapin.

Notes

[1] Le thème de la 66ème session du débat général de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est ouverte hier est « le rôle de la médiation dans la résolution de disputes par des moyens pacifiques ». On suggère que MM. Simao et Salamao aillent y faire une présentation de leurs exploits.

[2] Positionner le curseur à 2 :34

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Feuille-de-route-mora,16439.html>